



La lettre des directeurs de CIO

N° 43

Octobre 2012

SOMMAIRE

Editorial p 1

*Actualité du site
« andcio.org »* p 2

Adhérez ! p 2

*Questionnaire aux DCIO de
mars 2012, résultats détaillés*
p 3

Déconcertation p10

Quoi de neuf ? p 12

AG et journée d'étude p 13

*Bulletin d'adhésion
2011-2012* p 16

Editorial

Concert de concertation...

Initiée en juillet à Paris avec une reprise en septembre, doublée d'une démarche similaire depuis la rentrée dans les académies, la concertation sur l'école mobilise depuis des mois les différents services de l'Education. Pour quoi faire ?...

« Il n'est jamais trop tard pour réaliser que l'on tient son sort entre ses mains, même si, par un dessaisissement de routine, on en est venu à croire que notre existence dépendait surtout d'autrui. »

Georges Picard

C'est d'autant plus nécessaire que, à l'instar de nombreuses organisations, nous avons bien noté la déclaration conjointe du Président de la République et des Présidents de Région, portant sur les quinze engagements pour la croissance et l'emploi, dont le douzième accorde aux Régions une « compétence centrale sur le pilotage et l'animation territoriale de l'offre d'orientation tout au long de la vie. ».

Cela au moment où Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, interrogée sur l'échec des étudiants en 1^{ère} année, a déclaré que - entre autres solutions -, le gouvernement allait créer un grand service territorial de l'orientation.

De là à penser que bien des aspects de la concertation sont d'ores et déjà réglés en coulisses, il n'y a qu'un pas. C'est donc maintenant au gouvernement de nous prouver le contraire.

Du reste, cette grande opération médiatique fait inévitablement penser au « grand débat sur l'école » organisé à la fin de l'année 2003, dont il faut rappeler que l'une des questions était : « comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ? »

En s'inspirant d'Ernest RENAN, on pourrait dire : « la concertation, science de l'éternel et de l'immuable » !

Car de ce grand débat, organisé il y a quasiment 10 ans, qu'en est-il sorti pour nos services ? Quels changements structurels ont-ils été opérés ? Aucun.

Pour donner la parole aux acteurs ! Noble intention, d'autant que le sentiment général reflète l'idée que ces acteurs en ont été privés pendant cinq ans. Mais cela induit alors la perspective d'une grande opération cathartique : libérons la parole de ceux qui ont été tant brimés... C'est intéressant quand on s'y penche de près : en effet, n'oublions pas que la « méthode cathartique » consiste à donner la parole à un patient ...hypnotisé au préalable !

En rappelant cela, nous ne faisons aucun procès d'intention, nous précisons seulement que nous restons résolument conscients et vigilants.

Directeur de la Publication :
Bob Poisson
Rédacteur en Chef :
Zbyslaw Adamus
redacteur@andcio.org
Comité de Rédaction :
Conseil d'Administration de
l'ANDCIO

**L'ANDCIO une association
pour tous les Directeurs et
Directrices**

Visitez son site internet :
<http://www.andcio.org>

Par contre, les CIO, et singulièrement leurs directrices et directeurs, ont vu leur rôle et les tâches qu'on leur confie se diversifier toujours plus, ont occupé au cours de cette décennie une place centrale dans la mise en place de partenariats, dans l'accompagnement des réformes, dans les liens avec l'environnement économique et professionnel. Mais cette évolution fonctionnelle ne s'est jamais traduite par des évolutions institutionnelles, ce qui nous place dans un imbroglio statutaire dans lequel nous nous épuisons.

La concertation sur l'école est donc celle de la dernière chance : tous les acteurs qui s'y sont exprimés, tant lors des réunions académiques que lors des

réunions à Paris, ont souligné le rôle central des CIO, qui devait être renforcé par des partenariats. Dès lors, soit elle est l'occasion d'une vraie modification, soit elle sera rangée dans l'immense placard des « trucs qui ne servent à rien ».

La responsabilité du gouvernement est donc grande. La nôtre aussi, et nous l'avons exercée :

Nous avons fait des propositions novatrices, publiées dans notre dernière lettre spéciale ou exprimées dans les groupes de travail.

Nous avons réaffirmé que l'orientation ne pouvait être pensée autrement que par l'indissociable articulation entre « guidance » et « conseil »,

opérée par des professionnels spécifiquement formés et dans une perspective tout au long de la vie.

Nous avons réaffirmé que l'enjeu social majeur de l'orientation devait s'appuyer sur l'acquisition d'une véritable culture sociale, économique et professionnelle.

Nous avons enfin réaffirmé que tout cela ne sera pas possible sans des CIO renforcés, avec un statut leur permettant réellement d'accomplir les missions ambitieuses qu'on leur confie.

La balle est maintenant dans l'autre camp.

Le CA de l'ANDCIO

andcio.org

Lorsqu'on pose à un moteur de recherche une question portant sur l'orientation, le site de l'ANDCIO arrive souvent en bonne place.

Entre deux lettres ou deux courriers aux adhérents, des informations d'actualité sont publiées sur le site ; de même des dossiers, des outils, des contributions peuvent être consultés en permanence.

Les éléments ayant servi de base à nos interventions lors de la concertation « refondons l'école de la république » y seront publiés.

Les informations actualisées sur l'organisation de notre 8^{ème} journée d'étude y seront également disponibles.

Abonnez-vous au flux RSS pour ne rien manquer.

N'hésitez pas à utiliser le lien « **nous écrire** », pour vous exprimer ou poser vos questions.

N'oubliez pas de noter cette adresse dans votre répertoire et dans vos favoris :

<http://www.andcio.org/>

Les enjeux n'ont jamais été aussi importants, comme l'indiquent les toutes dernières informations sur l'avenir des CIO.

Vous avez besoin d'une association encore plus forte, et nous avons besoin de votre soutien.

Pour une représentativité accrue de notre association, adhérez et faites adhérer à l'ANDCIO.

Les adhésions reçues après le 30 juin prennent effet immédiatement et valent pour l'exercice 2012-2013 (au tarif de la cotisation 2011-2012).

Seuls les adhérents reçoivent « le courrier des DCIO » et ont accès à l'espace réservé du site.

Analyse détaillée du questionnaire de mars 2012

Cette année, l'ANDCIO a sollicité deux fois les DCIO ; une fois en mars : l'ensemble des DCIO a été destinataire du questionnaire « plates formes, labellisation, personnels... » ; une seconde fois en juin : seuls les adhérents ont été sollicités pour donner leur avis sur les propositions du CA concernant le droit au conseil en orientation.

Dans notre lettre n°41 une brève synthèse des premiers résultats avait été publiée, en voici une analyse plus complète.

Le questionnaire portait sur trois thèmes :

- A) Les plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD)
- B) Le positionnement du CIO au sein du SPO
- C) Les risques de fermeture, de suppressions de postes...

A) Les plates-formes :

C'est sur ce thème que les réponses ont été les plus nombreuses et les plus riches, ce qui montre bien que nos services ont été particulièrement impliqués sur le sujet.

On peut regrouper les réponses autour de cinq grandes rubriques :

1. Décalage entre le temps consacré et le nombre de jeunes réellement concernés.
2. Lourdeur administrative qui éloigne de l'objectif d'accompagnement des jeunes.
3. Travail qui existait déjà, sous une autre forme.
4. Bon positionnement des CIO.
5. Création d'outils intéressants.

1. Décalage entre le temps consacré et le nombre de jeunes réellement concernés.

« Nous considérons que c'est une lourde charge de travail au regard des résultats obtenus : en novembre 2011, 1523 jeunes étaient sur les listes RIO pour avoir au final 33 jeunes pris en charge » (Ardèche)

« L'intérêt est d'approcher la réalité des chiffres. On est en droit de s'interroger sur l'efficacité de ce dispositif au vu des heures passées : 1263 jeunes signalés par RIO et au final, 5 sans solution » (Maine et Loire)

Nous n'avons retenu que ces deux remarques, mais les commentaires de ce type sont très nombreux et soulignent notamment qu'un temps énorme est consacré à corriger l'inexactitude des listes fournies par l'application RIO.

Ce sentiment de décalage entre le temps consacré et le nombre de jeunes concernés est sans doute d'autant plus marqué que nos services ont été particulièrement sollicités par ce dispositif : plus de 60 % des collègues sont coordonnateurs des plates-formes et vos réponses indiquent assez souvent que même en n'ayant pas la dénomination officielle de la coordination, le travail est finalement accompli par le CIO :

« C'est le DCIO qui organise et c'est au CIO que les jeunes seront reçus, bien que soit identifiée comme plate-forme locale l'établissement du pilote (en général un proviseur) » (Val de Marne)

« Officiellement, les plates-formes sont coordonnées par les sous-préfets. Dans les faits, c'est le DCIO qui assure la coordination en lien avec le SG de la préfecture...et ça fonctionne bien ! » (Haut Rhin)

2. Lourdeur administrative qui éloigne de l'objectif d'accompagnement des jeunes.

« Le suivi des jeunes en partenariat est –à mon sens- un travail de CIO, mais la complexité administrative (générée par le logiciel RIO et par le FSE) et le peu de lisibilité des attentes réelles, ainsi que les multiples évaluations, alourdissent et ralentissent très sensiblement le travail, nous éloignant de l'objectif qui est normalement l'aide aux jeunes. » (Nord)

Ce commentaire résume bien le sentiment de nombreux collègues. D'autant que, au-delà des contraintes en temps et en personnel, de nombreuses remarques font état d'une anomalie dans les remontées statistiques

qui sont demandées : en effet, celles-ci ne tiennent pas compte de l'énorme travail de vérification, opéré par les CIO, sur la situation réelle des jeunes recensés sur les listes RIO. Or, ce travail mobilise beaucoup de temps, d'énergie et il génère des frais (en particulier de téléphone) qui grève des budgets déjà fortement réduits.

Sur le sujet des listes, les CIO sont souvent dans une position délicate : le travail de vérification devrait être effectué par les EPLE. Or, bien souvent, à la fois pour des contraintes de personnel et du fait des lourdeurs du logiciel SDO-SCONET, les établissements renvoient au CIO des listes non vérifiées. Dans certains départements, les DCIO ont même été formés à l'utilisation de SCONET pour pouvoir seconder les chefs d'établissements.

Il y a là un risque de dérive : ce n'est pas aux CIO qu'il incombe de renseigner sur SCONET la situation des jeunes.

En tout état de cause, si le travail de repérage et de suivi est revendiqué par les CIO, la lourdeur des procédures, à la fois dans l'utilisation du logiciel et dans le type de remontées qui sont demandées, est négativement ressentie par nombre de collègues.

3. Travail qui existait déjà sous une autre forme.

Le surcroît de travail généré par ces procédures peut être d'autant plus mal ressenti qu'il existait déjà un dispositif similaire, qui donnait satisfaction :

« Depuis 2008 existe dans l'académie des Observatoires du Décrochage, déjà pilotés par les DCIO. » (Vienne)

Parfois, la plate-forme apparaît comme un dispositif qui n'apporte rien de plus et qui au contraire vient perturber ce qui fonctionnait bien :

« Il existe depuis plusieurs années un CIPJ (Comité d'Insertion Pour la Jeunesse) qui est de fait une plate-forme, impliquant la DIRECCTE, la PJJ, la ML, les éducateurs de rue, les entreprises d'insertion, la MGI, le CIO, le réseau de réussite éducative. C'est l'animatrice territoriale de la DIRECCTE qui pilote le dispositif. Le fait d'avoir été nommée coordonnatrice de la plate-forme est donc apparu comme complètement plaqué et pas adapté au terrain. Pour l'instant, notre rôle a davantage été un travail administratif d'épuration des listes SIEI-RIO et de tenter d'élargir la plate-forme existante à l'ensemble du territoire. » (Drome)

Néanmoins, il existe aussi des situations où les dispositifs existants se sont bien intégrés dans le cadre des plates-formes :

« La Haute-Gironde bénéficie depuis plus de dix ans d'un réseau de partenaires (CIO, EPLE, ML, CFA, MFR et bientôt deux collèges privés, qui gère les jeunes sans solution, les décrocheurs et le décrochage dans le sens large. Pour la deuxième année nous utilisons un site extranet pour affiner la gestion des jeunes et de leur suivi. La plate-forme a été adaptée au fonctionnement de ce réseau sans que les deux structures se concurrencent, au contraire la connexion fonctionne. Le CIO est un service connu et reconnu sur le territoire. » (Gironde)

4. Bon positionnement des CIO.

De nombreux collègues soulignent que les PSAD ont bien positionné les CIO et les ont fait connaître et apprécier par des partenaires avec lesquels on ne travaillait pas nécessairement :

« Le CIO a trouvé une place de premier choix dans cette participation et les relations avec les partenaires se sont accrues de ce fait. » (Ardennes)

« Cette coordination impose un très gros travail supplémentaire au DCIO, mais présente l'avantage de positionner positivement les CIO dans le réseau des organismes en charge de l'insertion. » (Eure)

Mais si les collègues relèvent souvent une considération accrue grâce à leur implication dans ce dispositif, il faut noter que c'est surtout le (la) DCIO qui assume ce travail. Un de nos collègues le chiffre à l'équivalent d'une journée par semaine, un autre considère que cela représente environ 1/3 de son temps.

Or, nous constatons une énorme disparité dans les situations. Dans certains cas (assez rares), il y a eu des moyens dégagés : *« Nous travaillons en groupe d'animation : j'assure le suivi du personnel travaillant sur la plate-forme (vacataire 7h) chargée de l'application RIO et de recevoir les décrocheurs plus une personne en service civique pour la partie administrative. » (Loire).*

« Nous avons pu recruter une personne en CAE pour aider au travail administratif. » (Herauld)

Mais en règle générale, les commentaires sont plutôt de ce type : « *Cela génère beaucoup de travail supplémentaire sans moyen humain ni financier supplémentaire, pour peu de réels décrocheurs* » (Côtes d'Armor).

Parfois même, la description donne le vertige : « *la PSAD que je coordonne couvre les territoires de deux CIO, soit une soixantaine d'établissements publics et privés, CFA, MFR, installés sur 250 communes. Autant dire que c'est une plate-forme énorme et que le CIO est plus que sollicité.* » (Loiret)

5. Création d'outils intéressants.

Enfin, la mise en place des PSAD et le travail en partenariat qu'elles supposent ont amené certains collègues à se retrouver au sein de groupes de travail plus ou moins pluri-catégoriels, ce qui a eu des effets induits positifs en termes de (re)connaissance mutuelle et ce qui a parfois débouché sur des productions concrètes d'outils :

« *Un groupe de travail académique a permis l'élaboration d'un outil (tableau croisé dynamique) performant pour gérer plus vite et mieux les fichiers RIO.* » (Moselle)

Dans d'autres cas, des dispositifs qui peuvent s'avérer intéressants se mettent en place :

« *La Région, l'Education Nationale et le réseau des Missions Locales ont expérimenté un dispositif dans le cadre des projets Hirsch qui se poursuit actuellement sous la forme des plates-formes.* » (Bouches du Rhône)

« *Comités de pilotage et comités techniques des PSAD sont prévus et fonctionnent. Ils servent de lieux d'échanges.* » (Haute Garonne)

Certains CIO ont enfin conçu des documents du type « flyer », présentant à la fois le dispositif les organismes concernés et le type de public qui peut en profiter. Ils sont distribués dans les mairies, les associations, les points jeunes...

Ces différents points ainsi que les (très nombreux) témoignages des collègues nous amènent aux commentaires suivants :

- On peut certes regretter le décalage entre le temps passé et le nombre réel de jeunes concernés. Mais après tout, c'est plutôt une bonne chose et cela permet de porter un autre regard sur la réalité du décrochage. Cela dit, il faut faire pression pour que le travail effectué soit totalement pris en compte et reconnu, en particulier le temps passé à vérifier les listes.

- La lourdeur administrative est réelle, il faut faire remonter nos remarques, aux DASEN, aux Recteurs, aux Préfets, ainsi que sur le site dédié. Par ailleurs, l'inégalité de traitement dans les moyens alloués (et le plus souvent l'absence de moyens) doit être dénoncée, d'autant que des fonds issus du FSE ont été débloqués mais répartis très inégalement et sans grande transparence.

- S'il y a ici ou là des dispositifs pré-existants et qui fonctionnent mieux que les plates-formes, il faut s'en inspirer : les collègues peuvent mettre leur contribution sur notre site internet (www.andcio.org) afin que nous puissions contribuer à améliorer le dispositif national. Mais soyons objectifs : il y avait certes des partenariats dans certaines zones mais pas partout. Les PSAD ont eu au moins le mérite de structurer une action au niveau national, et de positionner positivement nos services.

- Enfin, le travail des plates-formes intègre le SIEI mais peut aller au-delà, notamment bien en amont du traitement des listes RIO. De nombreux CIO ont profité du dispositif pour revoir les actions menées dans les établissements en matière de prévention des ruptures. Ainsi, en Gironde notamment, une circulaire du DASEN stipule que tout élève qui quitte l'établissement doit avoir un entretien avec le (la) COPsy qui y intervient. Il faut se pencher sur tous ces dispositifs qui commencent à voir le jour dans les académies et les collègues peuvent les signaler sur notre site.

B) Le positionnement du CIO au sein du SPO

Ce sujet est plus délicat à analyser au travers du questionnaire, pour plusieurs raisons :

Tout d'abord parce que la date à laquelle il a été diffusé ne permettait pas aux collègues de se positionner clairement, dans la mesure où les opérations étaient soit tout juste en phase de démarrage, soit pas encore entamées : plus du tiers des réponses indiquaient que la décision n'était pas prise. De plus, certaines étaient ambiguës car le « non » était suivi d'un commentaire laissant entendre que cela pouvait être « peut être » ou « pas encore ».

Notons en outre que cette indécision se reflète dans les réponses concernant la préparation de ce dispositif par les recteurs et/ou les DASEN : alors que pour les plates-formes, 63% des réponses indiquent qu'il y a eu une préparation, ce taux tombe à 45 % pour les dossiers de labellisation.

Par ailleurs, du fait du changement de gouvernement et de la vaste campagne de concertation sur l'école, l'orientation en général et le Service Public de l'Orientation en particulier sont un des thèmes centraux parmi les changements annoncés pour l'Education.

En conséquence, beaucoup de dispositifs mis en place sont aujourd'hui au point mort et les différents responsables attendent les résultats de la concertation et les décisions qui vont en découler.

Cela dit, nous avons de nombreux commentaires qui permettent de poser un certain nombre de paramètres sur le sujet, susceptibles de nourrir la concertation :

Tout d'abord, comme pour les PSAD, il existe souvent localement des partenariats qui sont très proches de la philosophie générale du SPO et qui donnent entière satisfaction :

« Nous travaillons sur le territoire en partenariat avec la ML ou d'autres instances depuis longtemps. Les réseaux ainsi construits font l'objet d'une charte locale depuis 2008. Dans cette organisation, les CIO ont une place centrale et ont gagné en visibilité. » (Morbihan)

Dans ce registre, la qualité des partenariats existants rend les acteurs méfiants vis-à-vis du nouveau dispositif :

« Localement, mes partenaires habituels (ML, CIDJ, PE) sont dubitatifs sur la valeur ajoutée alors que nous avons déjà des partenariats éprouvés et reconnus. » (Maine et Loire)

De plus, la mise en place, parfois à marche forcée, des procédures de labellisation se télescope éventuellement avec une organisation régionale :

« La Région est défavorable à ces labellisations car elle a mis en place des MCEF (Maisons Communes de l'Emploi et de la Formation) qui regroupent plusieurs services dont les CIO. » (Tarn)

Cette tension se retrouve au niveau de l'attitude des responsables académiques, vis-à-vis des dispositifs existants.

Ils sont soit très attentistes, voire en situation de blocage :

« Le CIO est très engagé dans les partenariats locaux (ML, CCI, Chambre des Métiers) depuis plusieurs années et a développé une offre de service répondant au concept d'orientation tout au long de la vie. Or, nous n'avons pas pu participer à l'expérimentation régionale mise en place l'an dernier (refus des autorités académiques). A présent, la mise en place du SPO semble passer par des territoires expérimentaux dont nous ne faisons pas partie. Je m'interroge sur ce nouveau coup de frein. » (Rhône)

Ou bien en position d'avance en marche forcée :

« Très étonnée par le zèle et la précipitation de l'Education Nationale, alors qu'en Juillet, Pôle Emploi n'était pas au courant ! » (Bouches du Rhône)

« Le partenariat local (CIO, PE, ML) était discret et ne posait pas de problème. La pression exercée par le préfet et le recteur pour conventionner SPO et travailler sur SIEI à tout prix a très vite mis entre nous des crispations car nous sommes tous surbookés.(...) Nous travaillons sur ces dossiers dans l'urgence et à l'aveugle, sans trop savoir ce que l'on attend de nous. » (Doubs)

Mais on constate aussi une grande hétérogénéité (beaucoup plus marquée que pour les PSAD) dans l'attitude des collègues, qui sont soit clairement hostiles :

« Sentiment de rattachement à l'animation territoriale régionale et marche forcée vers un service d'intérêt général décentralisé. Sentiment de perte du cadrage national de nos missions et du service public d'orientation au profit d'enjeux et d'intérêts locaux. Crainte de réduction du nombre de CIO de proximité en zone rurale. » (Orne)

Soit plus dubitatifs :

« Si nous sommes favorables à la labellisation pour tous les CIO, nous considérons que ce service de 1^{er} accueil ne va pas accroître la lisibilité pour le public, d'autant que Pôle Emploi ne pourra y faire face compte

tenu des conditions difficiles dans lesquelles il travaille. Nous doutons également que le public scolaire y trouve son compte, tant la spécificité des demandes est grande. » (Ardèche)

Mais nous avons eu aussi de nombreux commentaires favorables au dispositif :

« Favorable au SPO car il complète le travail avec les partenaires que nous effectuons déjà sur le terrain. Il donne une validation au 1^{er} accueil des adultes que nous effectuons depuis des années dans les CIO. » (Moselle)

« La mise en place du SPO a permis de consolider le partenariat avec l'ensemble des organismes locaux concernés par l'accueil, l'orientation et l'insertion. Cela facilite la mise en place d'actions particulières, au CIO, en direction de publics variés. La fréquentation du public adulte a augmenté. » (Eure)

Au-delà de ces positions de principe, des collègues nous indiquent qu'ils ont réfléchi à des modalités de fonctionnement, visant à éviter certaines dérives ou à se répartir la charge de travail :

« Un accord cadre a été signé entre les 4 organismes participant au service public (CIO, ML, CIDJ, PE) de façon à contrôler l'entrisme des non qualifiés par la voie d'associations privées, dont certaines proches des lobbys. » (Bouches du Rhône)

« Nous avons une coordination tournante : 1^{ère} année Pôle Emploi, 2^{ème} année CIO, 3^{ème} année ML, etc. » (Doubs)

Plus encore que pour les PSAD, cette question du positionnement des CIO au sein du SPO interroge fortement la fonction de DCIO :

De nombreux collègues nous ont signalés des difficultés ou des frictions avec les COP, rendus d'autant plus difficile à négocier que le DCIO se retrouve entre le marteau et l'enclume, du fait des tensions entre Rectorat et Région citées plus haut.

Mais au-delà de ces difficultés de gestion d'équipe, c'est le métier lui-même qui est interrogé. Les deux témoignages suivants sont tout à fait représentatifs d'un sentiment très souvent exprimé :

« Ces nouveaux dossiers (PSAD, SPO...) conduisent les DCIO à de nouvelles responsabilités que les autorités académiques ont du mal à reconnaître. D'où un sentiment de frustration quasi permanent. » (Eure)

« Il est clair que le travail de DCIO risque d'évoluer très sensiblement, au risque d'en faire un touche à tout, sollicité par tous, en particulier par les structures extérieures (territoriales et d'Etat), et ayant sans arrêt à produire des évaluations aux dépends d'un travail de fond avec les partenaires. Je crains qu'à force de devoir me disperser en réunions et de passer mon temps sur un ordinateur à compter des actions (ou des jeunes), je n'aie plus la capacité et le temps pour apporter des analyses de fond et une réelle expertise. » (Nord)

C) Les risques de fermeture, de suppressions de postes...

Sur cette partie, les réponses sont particulièrement préoccupantes : si le nombre de suppression des postes est relativement faible pour les COPsy, il porte à chaque fois sur le poste de DCIO, ce qui conduit de nombreux collègues à devoir assumer la direction de deux CIO :

« Nous nous posons beaucoup de questions à partir des infos du Rectorat (objectif annoncé d'un CIO par Bassin et affectation d'un DCIO sur deux CIO déjà effective avec gel du poste » (Yvelines)

« Je gère les deux CIO depuis le départ en retraite de l'autre directeur » (Meurthe et Moselle)

« Il y a trois CIO sur le Bassin, il est prévu de les fusionner à la rentrée 2013. » (Nord)

Ces restructurations entraînent des situations souvent intenable :

« Le CIO est bien positionné dans le district, notamment dans la lutte contre le décrochage scolaire. Mais il est question de nous rattacher la charge d'un autre CIO qui sera sans doute supprimé : le CIO aura alors à sa charge une cité scolaire comprenant 1 collège, 1 LP, 1 LEGT, plus deux autres collèges, le tout pour une seule COP ! » (Val de Marne)

La situation des postes administratifs est celle qui pose le plus de problèmes, avec une véritable « saignée » qui a été opérée au cours des dernières années, alors que dans le même temps, les tâches administratives se sont considérablement alourdies.

Sur le plan matériel, il est urgent que nos autorités prennent conscience que la situation de nombreux CIO d'Etat n'est plus tenable :

« *Etat des locaux très dégradé. En attente de relogement depuis plus de cinq ans !* » (Var)

La situation des CIO à gestion départementale est d'une hétérogénéité pour le moins surprenante, allant du meilleur au pire :

« *Le CIO vient d'être relogé à l'initiative du CG et en concertation avec le Rectorat (CSAIO et SG) dans des locaux entièrement rénovés (400 m2). Le CG soutient les services ; pas de problème au niveau des investissements, des équipements, de la maintenance.* » (Bouches du Rhône)

« *Déménagement prévu fin 2012 pour quitter un bâtiment vétuste et se regrouper avec d'autres services dans des locaux rénovés et accessibles, mais minuscules (70 m2).* » (Indre et Loire)

« *Des conventions annuelles nous lient à deux collectivités. Pour combien de temps ?* » (Saône et Loire)

« *Les CIO à gestion départementale ne seront plus financés à compter de Janvier 2013.* » (Val d'Oise)

Toutes ces tensions et ces incertitudes pèsent lourdement sur les équipes en général et sur les DCIO en particulier. 12 % des réponses signalent des menaces de fermeture, alors que dans le même temps, de très nombreux témoignages insistent sur le fait que le CIO est un partenaire reconnu et apprécié sur le territoire. Il est plus que jamais important que les collègues nous remontent ces informations.

POUR CONCLURE

Il est évident que nous nous acheminons vers une réorganisation de nos services, avec une part plus importante donnée aux Régions sur la question de l'orientation. Pour l'instant, nous ne connaissons ni l'ampleur ni les modalités de cette réorganisation.

Par contre, nous pouvons peser sur les décisions à venir, en nous appuyant à la fois sur les propositions que nous avons récemment publiées, dans notre « Lettre ouverte pour la mise en œuvre du droit au conseil en orientation », mais aussi sur l'expérience particulièrement dense de ces dernières années : en effet, jamais les DCIO n'ont été autant sollicités et nous avons prouvé nos capacités à coordonner des actions, animer des partenariats, servir de liens entre instances de divers horizons.

Il apparaît donc clairement que l'absence flagrante de réflexion sur le statut des DCIO, sur leurs missions et leur recrutement, sur le rôle que doit jouer le CIO au sein d'un Bassin, sont en complet décalage avec la réalité du travail demandé sur le terrain.

Le statu quo n'est pas acceptable, et la modification du décret sur les COPsy ne règle en rien ces questions.

La campagne de concertation sur l'Ecole qui est engagée depuis le mois de Juillet est l'occasion de faire entendre notre voix, en nous appuyant entre autres sur les nombreuses réponses à ce questionnaire, qui nous permettent d'avoir une vision d'ensemble.

Merci donc à tous ceux qui ont pris de leur temps pour y répondre, vous pouvez compter sur nous pour défendre nos positions.

Page suivante, le questionnaire et la répartition des réponses.



Plates formes, labellisation, personnels... Questionnaire : mars 2012

193 CIO ont répondu, de 74 départements couvrant 24 académies

Plates formes de suivi et d'appui aux décrocheurs

	OUI	NON
1 - Êtes-vous coordonnateur de plate forme de suivi et d'appui aux décrocheurs ?	60%	40%
1 - 1 Pour la coordination de plate-forme , avez-vous bénéficié de réunions de <u>préparation</u> de la part des autorités académiques (rectorat, IA) ?	62%	23%
1 - 2 ...ou départementales (préfecture, sous préfecture) ?	42%	34%

1 - 3 Commentaires éventuels sur la position de votre CIO dans le cadre des plates formes

85 collègues ont formulé des observations (voir le CR)

SPO

	OUI	NON
2 - Êtes-vous (ou serez-vous) responsable de coordination locale pour le SPO (« Tête de réseau », « animateur local » ou autres appellations...) ?	22%	44%
2 - 1 Pour la coordination du SPO , avez-vous bénéficié de réunions de <u>préparation</u> de la part des autorités académiques (rectorat, IA) ?	42%	44%
2 - 2 ...ou régionales (conseil régional, DIRECCTE) ?	26%	54%

2 - 3 Commentaires éventuels sur la position de votre CIO dans le cadre du SPO

83 collègues ont formulé des observations (voir le CR)

Votre CIO

	OUI	NON
3 - Avez-vous eu des suppressions de postes au cours des deux dernières années ?	15%	78%

4 - Avez-vous des COP contractuels ?	Nombre total de postes	Nombre de contractuels
	1142,9	295,4
	soit :	26%

(39,5 contractuels ont été signalés dans 24 autres CIO
n'ayant pas mentionné leur nombre total de postes)

dans plus d'un CIO sur 5, le nombre de contractuels est supérieur à celui des titulaires !

	OUI	NON
5 - La fermeture de votre CIO est-elle envisagée ?	12%	85%
6 - Est-il question de vous reloger à moindres frais ?	18%	72%

7 - Commentaire libre et facultatif sur la situation générale de votre CIO, le partenariat local ou tout autre thème :

92 collègues ont formulé des observations (voir le CR)

Déconcertation

ou : le changement dans la continuité

J'ai le souvenir d'une concertation antérieure qui avait été très ample : contributions individuelles, contributions d'établissement, synthèses académiques, tour de France du rapporteur pour échanger localement avec une partie des contributeurs avant la remise de son rapport au ministre.

Notre académie avait été l'une des dernières de ce tour de France ; sur la route vers l'amphi où devait se dérouler la rencontre, mon autoradio diffusa une information frappante : le journaliste annonçait les mesures qui allaient être prises par le ministère suite à la concertation !

Nous voici dans l'amphi ; le rapporteur, grand pédagogue, rompu à la résolution de situations difficiles, mais un peu crispé, nous proposa, malgré les circonstances, de nous plier à l'exercice de style qui était proposé ; chacun a pu donc exprimer son témoignage ou ses observations, validant ainsi le dicton selon lequel la liberté d'expression ne s'use que quand on ne s'en sert pas...

- - - -

En juillet, août et septembre de cette année vient de dérouler une concertation en prélude à une nouvelle loi d'orientation visant à refonder l'école ; le thème du service public de l'orientation a été évoqué lors de trois demi-journées du 11 au 18 septembre ; or le 16 juillet, le ministre adresse aux recteurs une demande à laquelle ils doivent répondre « le plus tôt possible » sur les projets d'évolution de la carte des centres d'information et d'orientation.

Reste un petit détail à régler, la lettre précise : « Les contraintes budgétaires imposent qu'une concertation soit engagée bien en amont des décisions de modification de la carte des CIO. » Concertation, la magie du mot aidera-t-elle les recteurs à trouver une faille dans l'espace-temps pour avoir consulté *en amont* de l'envoi de leurs propositions dans les délais ?

Mais supposons ce lien chronologique résolu, et cherchons, parmi les arguments de la lettre, une ligne directrice :

- le lien avec « l'apport des nouvelles technologies pour l'information sur les métiers et les professions » est ténu ; ou du moins le même que pour les activités pédagogiques ; faut-il supprimer les CIO et les établissements, au fur et à mesure de l'avancée de l'équipement des territoires en fibre optique, au profit de l'auto-information et de l'enseignement à distance ? C'est oublier que mettre à disposition des informations ou des connaissances est une chose, former les élèves pour qu'ils les trouvent, jugent de leur pertinence, s'en emparent et les assimilent en est une autre.

- invoquer « le rôle croissant que doivent jouer les collèges et les lycées pour le conseil à leurs élèves » est pour le moins préjuger de ce que la future loi d'orientation confiera comme missions aux uns et aux autres ; à notre connaissance, si l'idée de spécificités entre guidance et conseil fait son chemin, transférer le conseil aux établissements ne semble pas à l'ordre du jour, sans parler de l'organisation de tous les tenants et aboutissants de l'orientation au niveau du bassin.

- considérer la mise en place du SPO comme « opportunité pour faire évoluer la carte des CIO » laisse interrogatif ; parmi les recteurs qui avaient déjà pris une position, qui avait raison ? Celui qui a renforcé le rôle et l'image des CIO, ou celui qui a envisagé la suppression du CIO précisément là où se mettait en place un réseau de partenaires en vue de la labellisation ?

- réduire à une alternative « soit la transformation du centre en service d'état, [...] soit l'organisation de sa fermeture » suite à la défection de quelques conseils généraux au financement du fonctionnement de certains CIO limite le champ des possibles ; tout d'abord, la plupart des collectivités territoriales ont souhaité continuer à concourir au financement du fonctionnement des CIO, s'il faut institutionnaliser un changement, c'est à partir de là ; ensuite, les CIO concernés ne seraient pas à transformer en « services d'Etat » puisqu'ils le sont déjà de fait : ses personnels sont placés sous l'autorité de la hiérarchie de l'éducation nationale depuis 1938, et payés par l'Etat depuis 1951 : c'est la situation juridique des CIO qui est obsolète.

- la prise en compte des « contraintes budgétaires » pour modifier la carte des CIO ne sera pas la même selon les choix qui auront été faits des contraintes budgétaires précédentes : à partir de la dotation globale octroyée par le ministère, certaines académies ont servi une portion congrue aux CIO, d'autres leur ont préservé une ration de survie (on ne pouvait espérer plus à l'époque) ; dans quel sens modifier la carte dans l'un ou l'autre cas ?

- proposer « un effort de rationalisation de l'offre de proximité des CIO » allié à une modification de la carte intégrant des « conséquences RH » peut être demandé à des hauts fonctionnaires de l'éducation nationale, mais qu'en penseront les autres parties prenantes ? (voir l'encadré)

- - - -

Cette lettre montre que les questions liées à l'orientation et à ses services n'avaient pas de réponses au niveau du ministère à la mi-juillet ; que cette situation perdure, voilà qui serait déconcertant !

- - - -

Définition de l'expression « parties prenantes » parue sur le site andcio.org dans le mot du jour du 28 novembre 2011 :

« parties prenantes »

« Avant de décider, nous avons consulté toutes les parties prenantes. »

Au moyen âge, *la* partie prenante était une personne de confiance qui *prenait* en dépôt une somme d'argent en attendant le dénouement d'une affaire.

Aujourd'hui, *les* parties prenantes sont tous ceux qui portent de l'intérêt à une organisation, à ses activités et à leur réalisation.

Et en termes d'orientation cela fait beaucoup de monde ; il y a les acteurs directs [...] et les autres : les personnels des services, les acteurs de l'enseignement et de la formation, les bénéficiaires, élèves, parents, stagiaires, salariés, chercheurs d'emploi, employeurs, décideurs, élus, financeurs, collectivités territoriales, Etat, ...en un mot, tous les citoyens à un moment ou un autre, tout au long de leur vie.

Est-ce à dire que pour ne mécontenter personne, on ne peut plus rien décider ? Bien au contraire, mais on ne peut plus prendre une décision de façon unilatérale, en ignorant les liens avec les autres parties.

C'est la rançon du passage du singulier au pluriel, de la féodalité à la démocratie.

Voyez notre article : [Qui fait quoi ?](http://www.andcio.org/spip.php?article114) (lien : <http://www.andcio.org/spip.php?article114>)

- - - -

P.S. : Question à 15 centimes (c'est-à-dire à 1 franc, l'euro ayant été mis en circulation 4 ans après) : les faits rapportés dans l'introduction se sont-ils déroulés sous un gouvernement de droite ou de gauche ? (la formulation de la question comporte deux indices)

Z.A.

Quoi de neuf depuis juin ?

- **Vous**, si vous êtes une néo-directrice ou un néo-directeur de CIO, cette lettre post rentrée est à votre intention, pour vous souhaiter la bienvenue, et pour que vous puissiez faire connaissance avec notre association, ainsi qu'à l'attention des collègues ayant obtenu une mutation.

- o – O – o -

- **Participation à la concertation « refondons l'école de la république »**, travaux du groupe 1 « la réussite scolaire pour tous », les 10, 16 et 17 juillet, les 21, 22, 28, 29 et 30 août, les 11, 12, 18, 25 et 26 septembre, sur les thèmes :

- la redéfinition du socle commun,
- le lycée de la réussite,
- la valorisation de l'enseignement professionnel,
- la rénovation du collège,
- le service public de l'orientation,
- la prévention du décrochage scolaire.

A chacune des journées, un ou deux membres de l'ANDCIO étaient présents, et ont exprimé témoignages, analyses et propositions.

- o – O – o -

- **Remise du rapport de la concertation** le 9 octobre 2012

- o – O – o -



- **La publication de l'été :**

la lettre du ministre aux recteurs sur l'évolution de la carte des CIO (*voir plus haut notre article*).

- o – O – o -

- **L'avenir immédiat de l'ANDCIO :**

Le jeudi 22 novembre 2012

- **Conseil d'administration de l'ANDCIO**

Le vendredi 23 novembre 2012

- **Assemblée générale ordinaire** de l'ANDCIO, rapport d'activité, rapport moral, bilan financier, perspectives, questions diverses

- **Journée d'étude**, selon le programme précisé dans le bulletin d'inscription ci-après :

A l'occasion de la tenue de son assemblée générale statutaire annuelle, l'ANDCIO organise, **le vendredi 23 novembre 2012**, à l'attention de ses adhérents, de l'ensemble des directeurs de CIO, des personnels de direction et d'inspection, sa

8^{ème} journée de réflexions-débats

Thème de cette année :

**« Refondons l'école de la République. Et les CIO ?
Culture sociale, économique et professionnelle :
les fondements de l'orientation tout au long de la vie. »**

Après la publication du rapport « Refondons l'école de la République » et avant le vote de la loi d'orientation et de programmation pour l'École, des questions restent encore entières concernant le rôle que peuvent jouer les CIO dans la rénovation du collège (donner aux élèves une culture économique, sociale, et professionnelle), dans la préparation de l'orientation à l'issue de la 2^{nde} générale, technologique (et professionnelle ?), dans la lutte contre le décrochage, dans la mise en place du SPO (question de la coordination, question du pilotage)...

Des précisions seront données dans notre prochaine lettre et sur notre site sur les intervenants et l'organisation de la journée.

Dans les locaux de l'INETOP, à Paris

41, rue Gay Lussac, 75005 PARIS

Tél : 01 44 10 78 10



Programme : *Le déroulement prévisionnel de la journée s'établit ainsi :*

Le matin :

- De 9h à 10h15 : **ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**
 - rapport d'activité, rapport moral, bilan financier,
 - perspectives, questions diverses

L'assemblée générale de l'ANDCIO est ouverte aux adhérents et sympathisants. La participation aux votes sera réservée aux adhérents à jour de leur cotisation 2011-2012 ou 2012-2013.

Fin de matinée : **Début de la JOURNEE D'ETUDE, Thème général :**

**« Refondons l'école de la République. Et les CIO ?
Culture sociale, économique et professionnelle :
les fondements d'une orientation tout au long de la vie. »**

- De 10h30 à 12h15 : -

- **Intervention de Thierry BERTHET**, Directeur de recherche au CNRS, membre du groupe d'experts du Conseil National de la Formation Professionnelle Tout au Long de la Vie, Directeur du CEREQ Aquitaine, chercheur à l'IEP de Bordeaux, Président du Conseil scientifique d'Aquitaine Cap Métiers (association régionale pour la formation, l'orientation et l'emploi)

- **Intervention d'Emmanuelle REILLE BAUDRIN**, Chargée d'enseignement à l'INETOP et de recherche au CRTD (Centre de recherche sur le travail et le développement) :

« CIO, Orientation et Institutions : un espace potentiel pour des conflits dynamiques. »

- échanges

- 12h30 : Pause déjeuner

L'après-midi : **Suite de la JOURNEE D'ETUDE :**

- De 14h30 à 16h45 : Débat engagé avec les membres de l'ANDCIO, les personnes présentes : à partir de l'enquête menée en 2012 auprès des CIO, pointant une hétérogénéité importante selon les académies (plateformes de décrochage, SPO..), comment retrouver une culture commune de DCIO, quelle position l'ANDCIO doit-elle adopter quant au pilotage du SPO ?...

- 17h 00 : **Clôture des travaux**

Cette organisation encore susceptible d'évolution sera précisée dans les semaines à venir. Les relances seront actualisées ; programme et documents d'inscription sont téléchargeables sur le site de l'association :

<http://www.andcio.org>

Cette année encore, notre journée, constitue un évènement de portée nationale. Elle permettra aux participants de dialoguer avec des responsables dont les attentes, les représentations, les projets seront susceptibles de déterminer les perspectives d'avenir de nos services.

La participation aux frais d'organisation est de 20 euros. (Cette somme sera déduite de la cotisation 2011-2012 pour les adhérents.)

Il est important de réserver sans délai votre participation en retournant le bulletin de participation, complété et accompagné d'un chèque de vingt euros à l'ordre de l'ANDCIO.

**BULLETIN DE PARTICIPATION à la journée de Réflexions-débats du
23/11/2011**

A retourner, complété, par retour de courrier, à :

**ANDCIO, Dominique BOUTEILLE - CIO passerelle du Pertuis
91940 LES ULIS**

M. Mme Melle (1) NOM : _____ *Prénom :* _____

*Lieu d'exercice : CIO ETAT / CIO COLLECTIVITE - DRONISEP - SAIO (1)
AUTRE (précisez) :*

Code postal, VILLE : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

Courriel : _____

Participera à la journée de réflexions-débats organisée par l'AND-CIO le 15 octobre.

- ☐ *Je règle ma cotisation 2012/2013 et je joins un chèque de 45 euros à l'ordre de l'ANDCIO (si vous êtes nouvel adhérent, ou si votre situation a changé, joignez un bulletin d'adhésion) **NB La cotisation inclut la participation à la journée***
- ☐ *Je règle ma participation à la journée et je joins un chèque de 20 euros à l'ordre de l'ANDCIO*
- ☐ *Je réglerai ma participation le 23 novembre (un règlement immédiat, si possible avant le 16 novembre, vous évitera l'attente à l'entrée de la salle)*

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles

✂- _____

POUVOIR

Je soussigné(e) : (Nom, prénom, affectation)

donne pouvoir à : (Nom, prénom, affectation)

pour me représenter à l'Assemblée Générale ordinaire de l'ANDCIO du 23 novembre 2012

Le _____ 2012,

Signature

N.B.: Le mandataire et le mandant doivent être à jour de leur cotisation 2011-2012 ou 2012-2013



**Association Nationale des Directeurs
de Centre d'Information et d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet :

<http://www.andcio.org>

BULLETIN D'ADHESION 2012 – 2013

(Ouvert aux collègues faisant fonction de DCIO et anciens DCIO)

ACADEMIE :

NOM : M. Mme Melle ⁽¹⁾

Prénom :

Attention ! Toutes les rubriques sont à renseigner, même en cas de ré-adhésion.

Lieu(x) d'exercice : CIO ETAT COLLECTIVITE – DRONISEP – SAIO – AUTRE (à préciser) ⁽¹⁾ : VILLE(S) :

Si vous exercez sur plusieurs CIO ou sites, indiquez-les tous

Adresse (si plusieurs, celle de votre résidence administrative) :

Tél. :

Fax :

Mél du service (CIO – SAIO – DRONISEP - AUTRES) :

Mél DCIO professionnel :

Mél DCIO personnel : *(pour l'envoi de votre carte, du Courrier des adhérents et de votre mot de passe pour accéder à l'espace adhérents de notre site)*

Éventuellement, ancienne affectation (académie - ville) :

Adresse personnelle : *(facultatif)*

Fait à

, le

Signature,

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

Le montant de l'adhésion pour l'année scolaire 2011-2012 est de **45 € pour les DCIO en activité** et de **20 € pour les retraités et autres membres.**

Les DCIO en activité peuvent régler leur cotisation en deux fois.

Dans ce cas il convient d'établir **deux chèques** (23 et 22 €) à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, en précisant au verso du deuxième chèque la date à laquelle il pourra être présenté à l'encaissement.

Bulletin d'adhésion à envoyer sans attendre, directement à la trésorière (adresse ci-dessous), ou au délégué académique (possibilité d'envoi groupé), accompagné de votre cotisation.

Votre carte d'adhérent vous parviendra par courrier électronique (*écrivez lisiblement votre adresse dans la rubrique ci-dessus*).

N.B. La période d'adhésion s'étend du 01.10.2012 au 30.09.2013.

Trésorière : Dominique BOUTEILLE – CIO passerelle du Pertuis 91940 LES ULIS

Tél. 01 69 28 59 81 – Courriel : domibouteille@wanadoo.fr